NOUS RAPPELONS QUE CETTE PAGE EST OUVERTE À TOUS. LES PROPOS QUI Y SONT TENUS N'ENGAGENT QUE LEUR AUTEUR.

POLITIQUE

BERNARD CAZALS, PRÉSIDENT DU MOUVEMENT DÉMOCRATE AVEYRON

Pourquoi élire nos députés à la proportionnelle

Le MODEM demande que la proportionnelle soit introduite pour l'élection de l'Assemblée Nationale.

Certains diront que le sujet n'est pas à mettre à l'ordre du jour, puisque la gestion de la crise sanitaire actuelle doit mobiliser toutes les énergies. D'autres pourront dire que ce n'est que de la politique politicienne et qu'il ne convient pas de s'attarder sur ce sujet qui ne servirait que les députés eux-mêmes.

Pourtant, si les militants du Mouvement Démocrate défendent cette position, ce n'est pas pour défendre des postes d'élus, mais bien parce qu'ils pensent que c'est nécessaire pour défendre la Démocratie représentative mise à mal dans la République Française.

La principale critique qui est faite à ce mode de scrutin, est qu'il favoriserait le régime des partis, et ne permettrait pas la stabilité nécessaire au bon fonctionnement du gouvernement. Or, cet argument ne tient pas dans le cadre des institutions de la Cinquième République qui donne autorité au Président pour diriger le pays.

Il serait d'ailleurs possible de conserver le scrutin majoritaire par circonscription, de façon à ce que chaque citoyen connaisse bien son député, et rajouter une partie des députés élus à la proportionnelle comme cela se fait déjà par exemple en Allemagne.

Le système actuel ne permet pas à l'Assemblée Nationale d'être représentative des différents courants d'opinion qui traversent le pays ; aussi il ne faut pas s'étonner que les électeurs se détournent des urnes. Pour y remédier il faut donc que les partis d'opposition puissent constituer des groupes à l'Assemblée suffisants pour permettre des débats et des propositions de loi qui n'émaneraient pas de la seule majorité mais bien d'un travail parlementaire de discussion et de compromis ; ceci afin de redonner du pouvoir législatif à l'Assemblée.

En effet, les choix binaires entre majorité et opposition qui changent à chaque législature, qui souvent ne sont que des postures ne correspondent pas à la volonté des citoyens, qui eux acceptent des compromis ; on le voit bien dans la gestion des communes où l'intérêt général arrive à rassembler pour conduire des projets.

Si demain les choix doivent se faire uniquement entre deux blocs : majorité présidentielle et opposition, l'évolution risque de nous conduire à des comportements que nous venons de connaître aux Etats Unis pour l'élection Présidentielle ; c'est la Démocratie même qui est en danger.

Alors, il est encore temps de réagir ; nous avons le choix de la renouveler ou de la voir mourir.

Radio Saint-Affrique vous entraîne au Sahara Occidental et dans les camps de réfugiés sahraouis de Tindouf (Algérie)

Connaissez-vous le camp de réfugiés de Tindouf dans le Sahara algérien ? Ecoutez son histoire et celle de ceux pour qui ce camp a été créé, les Sahraouis. Les Sahraouis sont un peuple dit « sans territoire », et il se bat pour le retrouver, car il existe, c'est le Sahara occidental. Colonisée par l'Espagne au XIX^{ème} siècle et depuis 1975 occupé par le Maroc, il fait encore aujourd'hui objet de guerre, de répression, malgré l'intervention de l'ONU qui depuis 1965 essaie d'organiser un référendum d'autodétermination, pendant que dans les camps de Tindouf vivent 165.000 personnes depuis 45 ans.

A écouter sur Radio Saint-Affrique, mardi 9 mars à 18 h ou mercredi 8h15 ou encore samedi à 16 h et bien sûr en podcast sur radiosaintaffrique.com : mensuelles/culturelles/les chroniques terriennes

Cécile Blanche

ENERGIES

COMMUNIQUÉ DU COLLECTIF DE SAINT-AFFRIQUE "RESTONS INTELLIGENTS"

Compteurs Linky: des pratiques qui questionnent

Enedis fait installer au pas de charge les compteurs Linky pour rentabiliser les 5 milliards d'euros investis dans l'installation nationale de ces appareils ! La filiale Enedis n'a pas toujours tenu compte des normes de sécurité et des voix discordantes qui dénoncent les risques d'incendie. A chaque incendie Enedis exonère en hâte son compteur Linky. Mais face aux réponses insuffisantes de sa hiérarchie un technicien a alerté le parquet de Caen et une enquête préliminaire pour mise en danger d'autrui est ouverte.

Me Boda dans la Gazette des Communes stipule que le Syndicat d'Energies de l'Aveyron, le SIEDA, est propriétaire des dispositifs "Linky". Il dispose d'un pouvoir "de contrôler le bon accomplissement, par le gestionnaire de réseau" (Enedis), "de ses missions de service public ;" "les usagers peuvent le contraindre à opérer un tel contrôle. Ils peuvent vérifier que le déploiement s'effectue dans de bonnes conditions, notamment une prestation de pose dans les règles de l'art, le respect de la propriété privée des usagers lorsque le dispositif de comptage figure sur celle-ci et une juste et préalable information des usagers concernés par le déploiement."

Nous rappelons que, contrairement aux allégations de Enedis qui figurent dans leurs courriers aux abonnés, la pose du compteur Linky n'est pas obligatoire : aucun règlement français ou européen ne l'impose comme l'a affirmé la Cour d'Appel de Bordeaux en sept 2020.

Non prises en compte des normes de sécurité.

Dans un article de Clément Fayol (Inflammables omissions d'Enedis. Médiapart le 29/12/2020) nous apprenons que cette « mise en danger d'autrui » met en cause l'installation des compteurs "Linky". Les structures où ont été installés les compteurs Linky peuvent être aux normes de sécurité sans pour autant respecter les conditions de pose de ce compteur. En effet, sur les notices du fabricant du compteur Linky est stipulée la nécessité de respecter la section des câbles de raccordement. Le risque souligné par le fabricant du compteur est accentué par le contrôle à distance de ces compteurs, qui permet une augmentation en puissance sans vérifier les risques d'éventuelles surchauffes causées par des structures non adaptées. Cette situation n'a pas empêché des techniciens d'installer des boîtiers de dernière génération dans les cas inadéquats, aux dépens des règles de sécurité.

En juin dernier, un technicien de sous-traitance, intervenant à Caen, confie : « les conditions de sécurité ne sont absolument pas prises en compte, nombre d'intervenants ne sont pas électriciens donc incapables d'analyser l'état d'une installation électrique ».

Dans une interview dans Reporterre diffusée le 2 octobre 2018, Thierry, un salarié d'un sous-traitant d'Enedis déclarait : « On nous demandait de mentir au client. »

« Nous n'avons pas eu de formation pratique, seulement de la théorie, pendant un mois. Comment voulez-vous que les gens fassent bien leur boulot si on ne leur explique pas les différences entre les compteurs et toutes les installations électriques possibles ? » En même temps que lui ont été embauchés vingt autres « installateurs Linky ». « Mais pas que des électriciens, hein ! Lâche Thierry, amer. Il y avait des maçons, des informaticiens, ou encore des étudiants qui n'avaient jamais travaillé. » Il a compté : sur les 21 nouvelles recrues, seuls 4 étaient électriciens de formation.

Alors pourquoi ?

Pourquoi depuis plus de quatre années, les compteurs dits « Linky » sont-ils déployés sur le territoire dans des conditions tout à fait contestables sur le plan sécuritaire, économique, technique et sanitaire ?

Plus d'infos <https://ccaves.org/blog/collectif-du-vallon/>

La suite dans le prochain article.

Collectif de St Affrique : restonsintelligents@laposte.net